



Comptes définitifs 2016

La croissance guyanaise redémarre

L'économie guyanaise redémarre en 2016, le produit intérieur brut (PIB) augmente de 3,5 % en valeur (après + 0,7 %), à un rythme supérieur à la moyenne nationale (+ 1,9 %). Ce redémarrage est toutefois contrasté, car le dynamisme de la production s'est heurté à une consommation des ménages qui progresse moins vite en raison de la hausse limitée du pouvoir d'achat, mais aussi à un repli de l'investissement et une légère dégradation des échanges extérieurs. Il en résulte un surcroît de production qui conduit à l'augmentation des stocks.

Jean Louis, Emmanuel Thioux (Insee)

En 2016, le produit intérieur brut (PIB) de la Guyane progresse de 3,5 % en valeur après + 0,7 % en 2015.

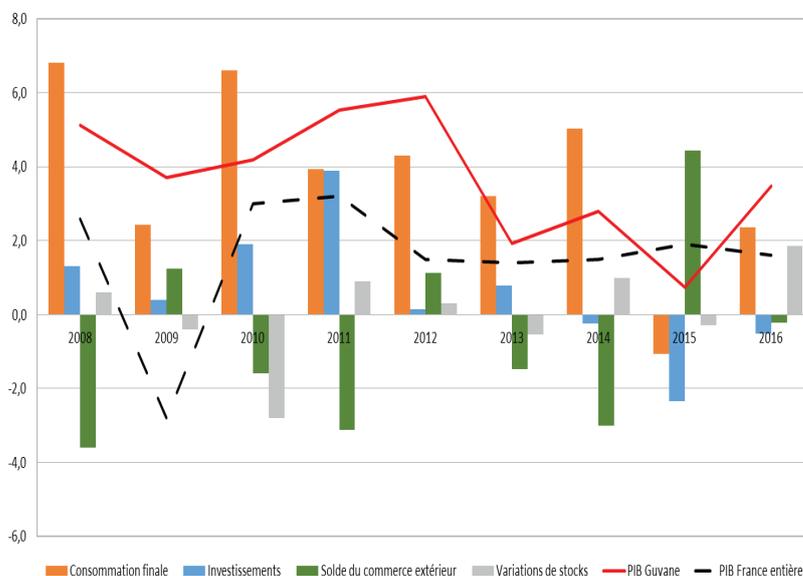
La production redevient dynamique (+ 2,6 %) après un net ralentissement en 2015 (+ 0,5 % après + 2,6 % en 2014), de même que les consommations intermédiaires (+ 2,4 % après - 0,1 % en 2015 et + 2 % en 2014).

Au sein des branches, les évolutions sont contrastées, avec une forte hausse de la production des biens manufacturés (+ 17,2 %) rompant avec deux années consécutives de baisse (- 0,8 % en 2015 et - 6,1 % en 2014), une hausse dans les services financiers (+ 5,4 %), immobiliers (+ 7,1 %) et services techniques et de soutien aux entreprises (+ 7,4 %).

Dans le secteur de la construction, la baisse de la production est plus limitée qu'en 2015 (- 5,7 % après - 12,2 %). Les consommations intermédiaires étant également en baisse (- 8 %), la valeur ajoutée créée par ce secteur d'activité réside (- 1,2 après - 14,8 %). Les charges

1 La consommation des ménages et des administrations publiques fait repartir la croissance en 2016

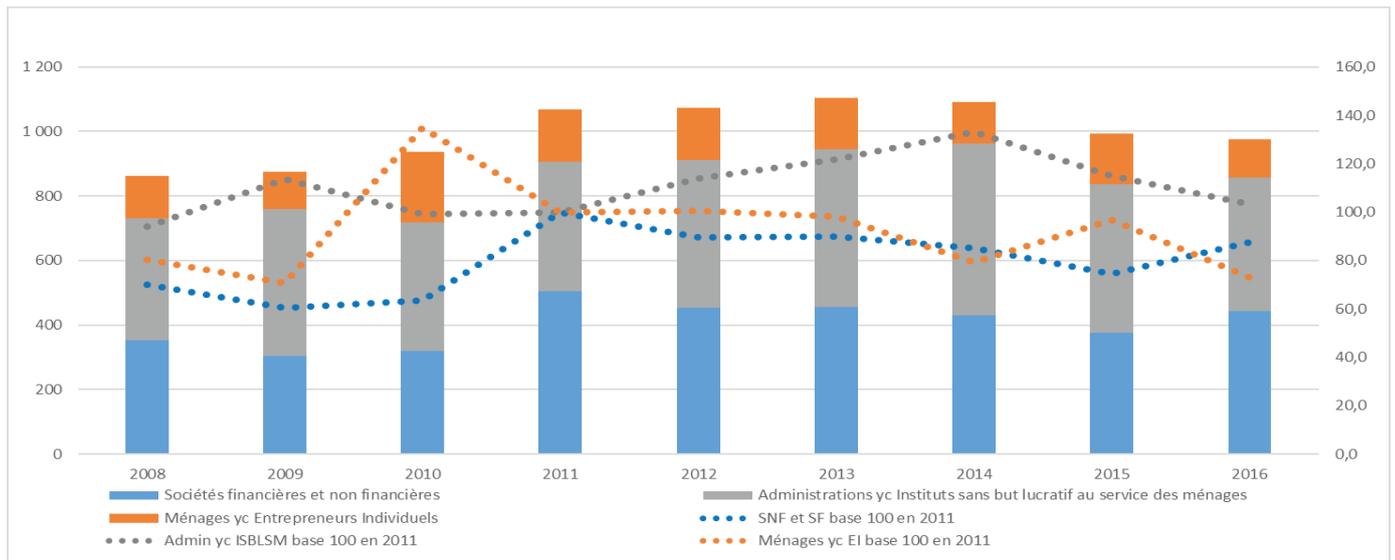
Le Produit Intérieur Brut et ses composantes (en points)



Source : Insee, comptes régionaux définitifs de la Guyane, base 2014.

2 En 2016, net redressement de l'investissement des sociétés

Investissement en millions d'euros courants et en base 100 en 2011



Lecture : En 2016 les sociétés financières et non financières ont investi 505 M€, ce montant comparé à leur niveau d'investissement en 2011 correspond à 87,5 % de celui-ci.

Source : Insee, comptes régionaux définitifs de la Guadeloupe, base 2014

salariales qui bénéficient du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et du Pacte de responsabilité et de solidarité (PRS) ont baissé de près de 10 %. Ces mesures ont permis aux entreprises du BTP notamment de rehausser leur taux de marge de 21,6 % à 29,4 %.

La consommation finale soutient la croissance

Après un net recul en 2015 (- 2,2 % en valeur), la consommation finale guyanaise rebondit en 2016 (+ 2,3 % en valeur). Elle est fortement impactée par la diminution des prix des produits pétroliers (- 7,8 %) qui se poursuit (- 7,6 % en 2015). Elle contribue pour 2,4 points à la croissance du PIB dont 0,7 point provenant des ménages et 1,7 point des administrations publiques et instituts sans but lucratif au service des ménages (après respectivement - 1,3 point et + 0,2 point en 2015).

Les ménages ont adapté leur consommation au prix avantageux de l'énergie, principal responsable de la baisse de l'indice de prix de la consommation. Ils ont dans l'ensemble plus dépensé (+ 1,3 % après + 2,2 % en 2015). L'économie réalisée sur les carburants, dont la consommation continue de baisser (- 2 % après - 11,2 %), a été utilisée autant pour l'achat de biens que de services, chacun contribuant presque à parts égales, respectivement + 0,5 point et + 0,6 point, à la croissance de la consommation totale des ménages.

La consommation des biens manufacturés (+ 0,5 % après - 7,1 %) se redresse. Elle n'est plus plombée par les achats de véhicules neufs redevenus stables (- 0,5 % après

- 13,5 %) ; et de l'énergie y compris carburants (+ 1,9 % après - 4,6 %). Pour autant, tandis que la consommation de produits agricoles (- 1,8 % après + 1,7 %) et de réparations et rénovations dans la construction (- 3,4 % après - 10,6 %) régresse.

La consommation finale de services augmente de 1,6 %, notamment ceux du transport (+ 1,5 % après - 4,8 %), du financier (+ 12,2 % après + 1,3 %) et de l'immobilier (+ 4,4 % après + 2,5 %) qui contribuent respectivement pour 0,1 point, 0,3 point et 0,7 point à la hausse totale de la consommation des ménages. Tous les autres services diminuent entre 2 % et 5,4 % et contribuent entre 0,1 et 0,2 point à la baisse à la consommation des ménages.

La consommation finale des administrations publiques quant à elle retrouve son rythme de 2014 et croît de 3,6 % (après + 0,5 % en 2015). Cette consommation correspond en grande partie aux dépenses hors investissements des administrations publiques *définitions*. La consommation des services d'administration générale augmente de 7,3 % (après + 1,8 % en 2015), celle des services de santé de 3 % (après 1,7 %), et celle de l'enseignement de 1,2 % (après - 4,4 %). Ces hausses contribuent respectivement de 2,2 points, 0,8 point et 0,3 point à la consommation finale des administrations en 2016.

Le recul de la commande publique masque le retour de l'investissement privé

En 2016, la formation brute de capital fixe (FBCF) de l'ensemble des agents économiques diminue moins qu'en 2015 (- 1,9 %

après - 9 %). Ainsi, son impact sur la croissance du PIB (+ 3,5 %) n'est plus que de - 0,5 point. En cause, la nouvelle baisse des investissements dans le secteur de la construction (- 7 % après - 11 %) qui pâtit de la contraction de la commande publique qui diminue à nouveau de 10,2 % (après - 13,7 %) tandis que l'investissement privé augmente de 5,2 % (après - 4,5 %) *figure 2*.

Les dépenses d'investissement public ne représentent plus que 42,5 % de l'investissement total contre 48,9 % à son apogée en 2014. Elles tendent vers leur niveau (37,5 %) de 2011 *figure 2*. Le lancement de la construction du nouvel ouvrage d'Ariane 6 et la signature du plan pluriannuel d'investissement 2016-2020 de 572 millions d'euros par la Collectivité Territoriale de Guyane (CTG) sont de bon augure pour l'économie à moyen terme.

Le commerce extérieur, mal orienté, pénalise néanmoins peu la croissance

En 2016, le solde des échanges extérieurs (*définitions*) augmente légèrement (0,8 % après - 13,8 % en 2015). Ce solde, avec une hausse des importations qui sont deux fois supérieures aux exportations, entrave la croissance lorsqu'il augmente (- 0,2 point après + 4,4 points en 2015 et - 3 points en 2014) (*figure 1*).

Les importations en valeur sont peu dynamiques (+ 0,1 % après - 5,9 %) du fait à nouveau des prix bas des produits pétroliers. Le prix annuel moyen du pétrole brut de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) baisse de 17,8 % (après - 48,6 %) pour atteindre 40,68 \$USD, soit

son plus bas niveau depuis son retournement en 2012 où le baril s'échangeait au prix record de 109,45 \$ USD.

Les importations sont à la fois un atout et une faiblesse pour l'économie. Dans un territoire très éloigné de la métropole comme la Guyane, les importations sont un atout, car elles sont l'unique moyen pour répondre à la demande de certains biens et services qui ne peuvent pas être produits sur place. C'est notamment le cas des biens manufacturés, dont la demande augmente de 5,9 % (après - 5 %). Cette demande à des fins principalement de consommations intermédiaires (68 %) et finales (19 %), ne pouvant être satisfaite par la production locale malgré le fort dynamisme de cette dernière (cf. supra), les importations augmentent pour ce secteur de 2,7 % (après - 7 %). Ces dernières sont par contre une faiblesse lorsque les biens et services importés rentrent en concurrence avec ceux produits localement. Les importations contribuent ainsi de 0,1 point et les exportations de 0,2 point à la baisse au PIB.

Les exportations baissent légèrement de 0,5 % en valeur (après + 1,1 % en 2015) notamment dans le secteur spatial (- 1,1 %) qui représente près de 75 % de la valeur totale des exportations et a effectué un lancement de fusée en moins par rapport à l'année précédente. Hors spatial, celles-ci progressent de 1,4 % (après un net recul de 11,6 %) grâce aux exportations d'énergie (+ 9,3 % après - 5,2 %) et des équipements mécaniques, matériels électriques, électroniques et informatiques, qui sont essentiellement des importations réexportées. Enfin, les dépenses des touristes, comptabilisées en exportations, se redressent de 6,7 %. Elles représentent 5 % du total des exportations et 1,9 % du PIB en 2016, hors effets d'entraînement sur l'économie.

Le pouvoir d'achat par ménage peine à progresser

Après une relative stabilité en 2015 (- 0,4 %), le revenu disponible brut (RDB) des ménages guyanais progresse de + 2 % en 2016. La hausse du RDB est imputable d'une part, à la progression des revenus nets d'activité des ménages (+ 1,3 % après - 0,6 %) et d'autre part, à celle des prestations sociales hors transferts en nature. Ces derniers progressent plus vite contribuant pour 1,6 point (après + 0,6 point) à la hausse du RDB.

Parallèlement, le prix de la dépense de consommation finale diminue comme l'an dernier de 0,1 % en lien avec les bas prix des produits pétroliers (cf. supra). Le pouvoir d'achat du revenu disponible, c'est-à-dire du RDB corrigé de l'inflation, augmente (+ 2,1 %). Compte tenu de la croissance démographique (+ 1,7 % après +3,3 %), le

3 Quelques éléments du tableau économique d'ensemble

	2014	2015	2016	évol 2015/2014	évol 2016/2015
Produit Intérieur Brut (PIB)	3 964	3 993	4 132	0,73%	3,46%
dont Valeur Ajoutée (VA) au prix de base	3 805	3 846	3 951	1,08%	2,73%
dont impôts nets des subventions sur les produits	159	147	180	-7,75%	22,62%
Indice des prix à la conso / inflation	125,9	125,8	125,6	-0,1%	-0,1%
Revenu National Brut (RNB)	3 967	3 972	4 169	0,13%	4,96%
Revenu Disponible Brut (RDB) de l'ensemble de l'économie	3 981	3 979	4 178	-0,05%	5,01%
Sociétés Non Financières (SNF)					
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	413	460	530	11,32%	15,14%
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	424	367	429	-13,42%	16,99%
Capacité(+)/ Besoin(-) de financement	-10	61	93	-711,51%	53,14%
Taux de marge en % VA	28,5%	30,9%	33,9%	8,58%	9,56%
Taux d'investissement en % de la VA	29,2%	24,7%	27,4%	-15,56%	11,33%
Taux d'autofinancement en % de la FBCF	61,2%	74,3%	82,7%	21,41%	11,34%
Sociétés Financières (SF)					
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	82	82	89	0,50%	8,35%
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	5	8	12	63,11%	45,90%
Capacité(+)/ Besoin(-) de financement	36	78	59	113,76%	-24,73%
Ménages y compris EI					
Excédent Brut d'Exploitation (EBE) hors EI	357	367	374	3,00%	1,80%
Revenus mixtes des entrepreneurs individuels (EI)	297	291	283	-1,82%	-2,97%
Salaires bruts reçus	1 690	1 680	1 702	-0,55%	1,30%
Prestations sociales hors transferts sociaux en nature	734	753	788	2,52%	4,73%
Revenus de la propriété nets reçus	132	127	150	-3,88%	18,64%
Impôts courants	172	177	181	2,46%	2,43%
Revenu Disponible Brut (RDB) des ménages	3 022	3 010	3 071	-0,40%	2,01%
Dépense de consommation finale	2 313	2 262	2 291	-2,22%	1,28%
Consommations effective des ménages	2 543	2 502	2 535	-1,63%	1,32%
Épargne brut	709	749	780	5,55%	4,23%
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	129	157	119	22,11%	-24,34%
Capacité(+)/ Besoin(-) de financement	632	652	730	3,13%	12,04%
Taux d'épargne (en % du RDB)	23,5%	24,9%	25,4%	5,97%	2,18%
Taux d'épargne financière (en % du RDB)	20,9%	21,6%	23,8%	3,54%	9,83%
Relations avec le reste du monde					
Exportations de biens (FAB)	1 447	1 463	1 456	1,09%	-0,49%
Importations de biens (CAF)	2 722	2 562	2 564	-5,87%	0,09%
Solde commercial	-1 274	-1 099	-1 108	-13,77%	0,85%

Niveaux en millions d'euros courants et taux en %.

Source : Insee, comptes régionaux définitifs de la Guyane, base 2014.

pouvoir d'achat par tête n'augmente que légèrement (+ 0,4 % en moyenne après - 3,5 % en 2015) et s'établit à 11 426 euros constants.

La consommation des ménages en volume augmentant moins vite (+ 1,4 % après - 2,1 %) que le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages (+ 2,1 %), le taux d'épargne des ménages progresse ainsi de 0,5 point pour s'établir à 25,4 %. Le taux d'épargne financière des ménages augmente davantage (+ 2,2 points), les ménages ayant moins investi en 2016 *figure 2*, et s'établit à 23,8 %.

Amélioration continue de la rentabilité des entreprises non financières

Le taux de marge des entreprises non financières progresse de 9,6 % (après + 8,6 %) et passe de 30,9 % en 2015 à 33,9 % soit son plus haut niveau depuis 10 ans. Le taux de

marge des entreprises non financières profite d'une évolution modérée des rémunérations versées (+ 1 % après - 1 %) dans un contexte de chômage élevé (23 %) et d'impôts nets des subventions en nette baisse (- 6,8 % après - 0,1 % en 2015). Les deux effets combinés se répercutent favorablement sur l'excédent brut d'exploitation (EBE) qui augmentent de 15,1 %. Les marges dégagées permettent aux entreprises non financières d'investir davantage en 2016 (+ 17 % après - 13,4 %). Leur taux d'investissement passe ainsi mécaniquement de 24,7 % à 27,4 % et contraste avec la baisse continue observée depuis 2011 (40,8 %) (*figure 2*).■

Définitions :

Produit intérieur brut (PIB) : mesure de la richesse produite sur un territoire donné, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire. Les PIB mentionnés dans cette publication sont mesurés en valeur (ou à prix courants).

Revenu disponible brut des ménages (RDBM) : revenu dont disposent les ménages pour consommer ou investir, après opérations de redistribution. Il comprend l'ensemble des revenus d'activité (rémunérations salariales y compris cotisations légalement à la charge des employeurs, revenu mixte des non-salariés), des revenus de la propriété (intérêts, dividendes, revenus d'assurance-vie...) et des revenus fonciers (y compris les revenus locatifs imputés aux ménages propriétaires du logement qu'ils occupent). On y ajoute principalement les prestations sociales en espèces reçues par les ménages et on en retranche les cotisations sociales et les impôts versés.

Valeur ajoutée (VA) : solde du compte de production. La valeur ajoutée est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

Consommation intermédiaire : valeur des biens et services utilisés pour assurer la production.

Excédent brut d'exploitation (EBE) : solde du compte d'exploitation pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés et des impôts nets des subventions sur la production et augmentée des subventions d'exploitation.

Taux de marge (EBE/VA) : ratio qui rapporte l'excédent brut d'exploitation ou le revenu mixte à la valeur ajoutée.

Taux d'investissement : ratio qui rapporte l'investissement corporel brut hors apport à la valeur ajoutée (VA).

Taux d'épargne : ratio qui rapporte l'épargne des ménages au revenu disponible brut.

Taux d'emploi : le taux d'emploi d'une classe d'individus est calculé en rapportant le nombre d'individus de la classe ayant un emploi au nombre total d'individus dans la classe.

Hébergement-restauration : La consommation dans le secteur de l'hébergement-restauration diminue malgré la hausse du nombre de touristes. En effet, certains modes d'hébergement des touristes comme les plateformes communautaires payantes de location et de réservation de logements de particuliers comme Airbnb ne sont pas comptabilisés ici.

Consommation des administrations publiques : celle-ci est conceptuellement égale à la production desdites administrations. Cette production étant évaluée aux coûts des facteurs, soit l'ensemble de leurs dépenses hors investissement utilisées pour remplir sa mission de service public à la nation ; la consommation des administrations correspond à leurs dépenses de fonctionnement (consommations intermédiaires) et rémunérations dans les secteurs de l'éducation, la santé, l'administration générale et la sécurité.

Solde des échanges extérieurs : différence entre exportations et importations

Revenu disponible brut ajusté : dépenses de consommation des ménages ainsi que les biens et services tels que l'éducation, la santé, les aides au logement versées aux locataires, certains équipements médicaux etc...

Source et méthode :

La comptabilité nationale vise une description la plus pertinente possible du fonctionnement de l'économie. Des changements de base réguliers sont opérés pour tenir compte de l'évolution du fonctionnement de l'économie, et des sources statistiques (enquêtes ou données administratives notamment) qui permettent de le décrire.

En 2015, les comptes nationaux sont passés en base 2010, notamment pour mettre en œuvre la nouvelle version du Système européen de comptes, le SEC 2010, modifiant en particulier le champ des dépenses comptabilisées en investissement pour y inclure les dépenses en R&D et en systèmes d'armes.

En 2017, ils sont passés en base 2014 pour comptabiliser le trafic de stupéfiants et caler les échanges extérieurs de services sur les données de la balance des paiements.

En 2019, les comptes régionaux Antilles-Guyane sont à leur tour passés en base 2014. Ce changement comprend toutes les recommandations du SEC 2010 sauf celles qui relèvent de la prérogative nationale, tels les systèmes d'armes, ou qui n'ont pas un impact significatif sur l'économie de la région Antilles-Guyane tel que le travail à façon.

L'existence de statistiques spécifiques, notamment sur le commerce extérieur, permet l'élaboration de comptes régionaux en Guadeloupe, Guyane et Martinique selon les méthodes et concepts du système de comptabilité nationale. Les comptes des DOM sont en base 2014. La production de ces comptes régionaux n'est donc pas une régionalisation des comptes nationaux comme dans les régions métropolitaines. Les comptes régionaux annuels donnent une fois par an une description globale et détaillée de l'économie régionale.

Cette description porte sur les ressources et emplois de biens et de services, l'activité des branches, les comptes des secteurs institutionnels et les tableaux entrées-sorties (TES) ainsi que les tableaux économiques d'ensemble (TEE).

Service territorial de Cayenne
23 ter Avenue Pasteur - CS 36017
97306 Cayenne Cedex

Directeur de la publication :
Olivier LENA

Rédacteur en chef :
Sylvie BLANC

Mise en page :
Myriam JELAINÉ

ISSN : 2417-0798
© Insee 2021

Pour en savoir plus

- « La Guyane en 2016 », Rapport annuel de l'IEDOM - juin 2017 www.iedom.fr
- « Le bilan économique 2016 : Des signes de reprise au second semestre 2016 », Insee conjoncture n° 3, juin 2017
- « Les comptes économiques des DOM », consultables sur www.cerom-outre-mer.fr/guyane et sur www.insee.fr/guyane

